

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LUZEAL

Voie Chanteraine
51520 RECY

Références : D1i 2022 758
Code AIOT : 0005701451

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement LUZEAL implanté 34 rue de Vouziers 51490 PONTFAVERGER MORONVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 19/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site est inscrit au plan pluriannuel de contrôle de 2022.

Les thèmes contrôlés sont :

- les rejets atmosphériques en lien avec la réglementation des grandes installations de combustion,
- les moyens de lutte contre l'incendie,
- la conformité des installations électriques et de protection contre la foudre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUZEAL
- 34 rue de Vouziers 51490 PONTFAVERGER MORONVILLIERS
- Code AIOT : 0005701451
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Luzeal exploite sur la commune de Pontfaverger-Moronvilliers une usine de déshydratation de fourrage (luzerne et pulpes de betterave) destiné à l'alimentation animale. La

société possède 4 sites de déshydratation en activité dans la Marne. La capacité de production du site de Pontfaverger-Moronvilliers est de 575 tonnes par jour, ce qui soumet le site à la directive européenne IED.

Le site fait actuellement l'objet d'une instruction pour des modifications non substantielles. Un nouvel arrêté préfectoral sera prochainement pris afin de réglementer :

- la construction d'un nouveau bâtiment de stockage ;
- l'augmentation du stock de biomasse.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets atmosphériques en lien avec la réglementation des grandes installations de combustion,
- les moyens de lutte contre l'incendie,
- la conformité des installations électriques et de protection contre la foudre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 11/03/2022, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Valeurs limites des flux de polluants	AP Complémentaire du 03/06/2019, article III.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/06/1996, article 6.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conduits et installations raccordées	AP Complémentaire du 03/06/2019, article III.1.1	/	Sans objet
3	Valeurs limites en poussières - lignes broyage/granulation	AP Complémentaire du 03/06/2019, article III.1.2	/	Sans objet
5	Surveillance des émissions	AP Complémentaire du 03/06/2019, article III.2	/	Sans objet
6	Surveillance des émissions de gaz à effet de serre	AP Complémentaire du 03/06/2019, article VIII.3	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie - bâtiment 3 Rumiluz	AP Complémentaire du 03/06/2019, article VII.2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 09/02/2012, article 6	/	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie - site	AP Complémentaire du 09/02/2012, article 13	/	Sans objet
10	Thermométrie	AP Complémentaire du 09/02/2012, article 14	/	Sans objet
11	Vieillessement des structures	AP Complémentaire du 09/02/2012, article 17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de la surveillance annuelle des rejets de la ligne 40000 en 2022, un dépassement a été constaté en concentration et en flux en ce qui concerne les COV à phrase de risque (benzène). La surveillance annuelle des rejets de la ligne 26000 n'avait pas été réalisée en 2022. Seul un dépassement de la somme des métaux (Cadmium, mercure, titane) a été constaté en 2021. En termes de conformité des installations électriques, 22 écarts devraient être levés au plus tard le 30 avril 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/03/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques – Valeur limite d'émission (VLE)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents gazeux, sauf mention contraire, doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) La teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé. L'exploitant peut justifier la teneur réelle en oxygène mesurée, sauf dans le cas du séchage des pulpes de betteraves où le taux d'oxygène est fixé forfaitairement à 16 %. Le taux d'O ₂ devra être précisé lors de chaque mesure. Tout écart significatif du taux d'oxygène dans les effluents atmosphériques doit être justifié. Concentrations instantanées en mg/Nm ³ / Concentration de référence / concentration limite Poussières totales [...] / 150 / 200 Oxydes de soufre (exprimés en SO ₂) [...] / 160 / 250 Oxydes d'azote (exprimés en NO ₂) / 120 / 200

Chlorure d'hydrogène [...] / 5 / 30 Fluor et composés (exprimés en HF) [...] / 0,4 / 2 Composés organiques volatils (hors méthane) (exprimé en carbone total) [...] / 100 / 110 Composés organiques volatils R45 R46 R49 R60 R61 / 1 / 2 Composés organiques volatils (annexe III de l'AM du 2/2/1998 modifié) / 18 / 20 Cadmium, mercure, thallium et composés (exprimée en Cd + Hg + Tl) [...] / 0,02 / 0,03 Arsenic, sélénium, tellure et leurs composés (exprimé en As + Se + Te) [...] / 0,05 / 0,2 Plomb et composés (exprimés en Pb) / 0,2 / 0,3 Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, et zinc Somme exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn (XP X 43-051) / 1 / 1,5
<p>Constats : Concernant la ligne 40000 (séchage de Luzerne), seule la concentration des COV à phrase de risque (2,5 mg/Nm3) dépasse la concentration limite (2 mg/Nm3). Cette concentration avait été mesurée à 9,6 mg/Nm3 en 2021 et nulle en 2020.</p> <p>Concernant la ligne 30000 (26000 dans l'arrêté), la surveillance n'a pas encore été réalisée. En 2021, seul un dépassement de la somme des métaux (cadmium, mercure, titane) avait été constaté. La concentration mesurée à 0,08 mg/Nm3 dépassait la VLE fixée à 0,03 mg/Nm3.</p>
<p>Avis de l'inspection de l'environnement :</p> <p>Bien que le dépassement en COV à phrase de risque n'a été dépassé que de 25 % en 2022, le dépassement est significatif en 2021 et n'a pas fait l'objet d'une explication argumentée par l'exploitant.</p> <p>Il est rappelé, en référence à la note de la DREAL Grand Est SM1 FM n°D1 i 2020-695 du 26 octobre 2020, que lorsque le dépassement d'une VLE est constaté, l'exploitant doit faire une analyse approfondie du contexte de ce dépassement : l'exploitant indique la qualité et nature du combustible (biomasse, charbon...), les conditions de combustion et de séchage (taux d'oxygène et d'humidité, données sur le process...), les caractéristiques de la luzerne ou pulpe de betterave (ensoleillement, pré-séchage, stockage...). Il indique la particularité ou le dysfonctionnement constaté lors de ce dépassement ainsi que l'incertitude de la valeur mesurée.</p> <p>L'objectif recherché est la compréhension et le lien avec la qualité du combustible brûlé au moment du dépassement (ex. teneur en soufre) et explication du dépassement.</p> <p>Compte-tenu de ce qui précède, il est proposé à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de transmettre l'analyse approfondie demandée par la note susmentionnée sous un délai de 3 mois ; - de transmettre les résultats de la surveillance annuelle de la ligne 30000, sous un délai de 6 mois.
<p>Observations : Lorsqu'un écart est constaté par l'exploitant, il convient que celui-ci réalise des mesures supplémentaires portant sur les polluants incriminés afin de statuer sur la représentativité des mesures.</p> <p>L'inspection rappelle également, comme le précise la note et comme cela a été demandé par courriel en date du 9 décembre 2022, qu'un bilan annuel des rejets atmosphériques soit transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2019, article III.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques - Débits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : N° de ligne / Installations raccordées / Débit en Nm3/h / Combustibles

26 000 / Sécheur fourrage / 82 000 / Charbon – lignite -biomasse 40 000 / Sécheur fourrage / 140 000 / Charbon – lignite -biomasse
Constats : Concernant la ligne 30000 (26000 selon l'arrêté), une mesure réalisée le 10/5/2022 (86 500 Nm ³ /h) dépasse de 5,5 % la valeur autorisée à 82 000 Nm ³ /h. Selon l'exploitant ce débit n'est pas maîtrisable finement en raison des conditions de température et de pression variables. De plus, l'incertitude relative de la mesure sur le débit est de 10 %. Concernant la ligne 40000, aucun dépassement n'est constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites en poussières - lignes broyage/granulation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2019, article III.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques - VLE poussières broyage-granulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les effluents gazeux des lignes de broyage-granulation doivent respecter les valeurs limites suivantes : Ligne broyage / Concentration limite en poussières en (mg/Nm ³) 26 000 / 40 40 000 / 40
Constats : Les concentrations de poussières mesurées sur les lignes de broyage granulation sont conformes et inférieures à 2 mg/Nm ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites des flux de polluants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2019, article III.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques - Flux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés annuellement dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : Paramètres / Flux [...] (g/h) 26000 / Flux [...] (g/h) 40000 / Flux total (g/h) / Flux total 5000 h/an (kg/an) Poussières totales [...] / 12 300 / 21 000 / 33 300 / 143 000 Oxydes de soufre (exprimés en SO ₂) [...] / 13 120 / 22 400 / 35 520 / 153 000 Oxydes d'azote (exprimés en NO ₂) / 9 840 / 16 800 / 26 640 / 115 000 Chlorure d'hydrogène [...] (en HCl) [...] / 410 / 700 / 1 110 / 4 800 Fluor et composés (exprimés en HF) [...] / 33 / 56 / 89 / 380 Composés organiques volatils (hors méthane) (exprimés en carbone total) [...] / 8 200 / 14 000 / 22 200 / 95 400 Composés organiques volatils R45 R46 R49 R60 R61 / 82 / 140 / 222 / 960 Composés organiques volatils (annexe III de l'AM du 02/02/1998 modifié) / 1 476 / 2 520 / 3 996 / 17 200 Cadmium, mercure, thallium et composés (exprimés en Cd + Hg + Tl) [...] / 2 / 3 / 5 / 20

Arsenic, sélénium, tellure et leurs composés (exprimés en As + Se + Te) [...] / 4 / 7 / 11 / 50
Plomb et composés (exprimés en Pb) [...] / 16 / 28 / 44 / 190
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, et zinc
Somme exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn [...] / 82 / 140 / 222 / 955

Un dispositif permettant de comptabiliser le temps total de séchage des produits pour chaque sècheuse, est mis en place. Un relevé de ce dispositif est effectué pour chaque type de produit et reporté dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Afin de limiter les rejets en dioxyde de soufre :

- la teneur en soufre du charbon est limitée à 0,65 % en moyenne annuelle sans dépasser 0,8 % (sur brut) ;
- la teneur en soufre du lignite est limitée à 0,35 % en moyenne annuelle sans dépasser 0,4 % (sur brut).

Ces teneurs font l'objet d'au moins trois contrôles annuels sur chaque combustible, par lots homogènes de combustibles livrés.

Constats : Sur la ligne 40000, seul le flux en COV à phrase de risque (285 g/h au lieu de 140 g/h) est dépassé.

Le temps de fonctionnement est très inférieur à 5000 h.

La teneur en soufre moyenne du charbon avoisine 0,67 % (0,6% le 13/4/2022, 0,74% le 18/5/2022).

La surveillance annuelle des rejets n'avait pas encore été réalisée sur la ligne 30000 (26000) en 2022. En 2021, le dépassement des flux concernait la somme cadmium, mercure, titane, atteignant 6 g/h pour un flux horaire de référence fixé à 2 g/h.

Avis de l'inspection de l'environnement :

Le dépassement du flux en COV est significatif, c'est-à-dire que la valeur limite est doublée. Il est rappelé, en référence à la note de la DREAL Grand Est SM1 FM n°D1 i 2020-695 du 26 octobre 2020, que lorsque le dépassement d'une VLE est constaté, l'exploitant doit faire une analyse approfondie du contexte de ce dépassement : l'exploitant indique la qualité et nature du combustible (biomasse, charbon...), les conditions de combustion et de séchage (taux d'oxygène et d'humidité, données sur le process...), les caractéristiques de la luzerne ou pulpe de betterave (ensoleillement, pré-séchage, stockage...). Il indique la particularité ou le dysfonctionnement constaté lors de ce dépassement ainsi que l'incertitude de la valeur mesurée.

L'objectif recherché est la compréhension et le lien avec la qualité du combustible brûlé au moment du dépassement (ex. teneur en soufre) et explication du dépassement.

Compte-tenu de ce qui précède, il est proposé à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant :

- de transmettre l'analyse approfondie demandée par la note susmentionnée sous un délai de trois mois

- de transmettre les résultats de la surveillance annuelle de la ligne 30000, sous un délai de 6 mois.

Observations : Lorsqu'un écart est constaté par l'exploitant, il convient que celui-ci réalise des mesures supplémentaires portant sur les polluants incriminés afin de statuer sur la représentativité des mesures.

L'inspection rappelle également, comme le précise la note et comme cela a été demandé par courriel en date du 9 décembre 2022, qu'un bilan annuel des rejets atmosphériques soit transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2019, article III.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets à l'atmosphère. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les émissions de poussières issues des fours sécheurs doivent être mesurées tous les mois pendant la période d'activité sur toutes les émissions aériennes canalisées.</p> <p>Les émissions de CO₂, NO_x et SO₂ issues des fours sécheurs sont mesurées une fois par an par ligne et par produit sur toutes émissions aériennes canalisées.</p> <p>Une mesure du rejet des autres paramètres, visés à l'article III.1.3 du présent arrêté, est réalisée une fois par an et par type de produit séché.</p> <p>Les mesures des rejets pour chaque type de produit sont réalisées sur l'un ou l'autre émissaire chaque année.</p> <p>L'exploitant organise la surveillance pour que les deux émissaires soient chaque année concernés par au moins une mesure.</p> <p>Les mesures des rejets réalisées pour un produit donné sur un émissaire sont effectuées l'année suivante, pour ce même produit, sur l'autre émissaire.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé.</p> <p>Les mesures doivent être effectuées suivant les méthodes définies par les normes en vigueur.</p> <p>Un bilan des rejets et des teneurs en soufre des combustibles est transmis annuellement à l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
Constats : Le laboratoire ACN effectue les analyses mensuelles de poussières. Le LECES réalise la surveillance annuelle de l'ensemble des polluants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des émissions de gaz à effet de serre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2019, article VIII.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de gaz à effet de serre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un plan de surveillance conforme au règlement n°601/2012 du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil.</p> <p>Le Préfet peut demander à l'exploitant de modifier sa méthode de surveillance si les méthodes de surveillance ne sont plus conformes au règlement 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre.</p> <p>L'exploitant vérifie régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation et étudie la nécessité d'une amélioration de la méthode de</p>

surveillance. Il modifie le plan de surveillance dans les cas mentionnés à l'article 14 du règlement 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre. L'exploitant notifie au préfet toute modification de son plan de surveillance. Les modifications importantes, notamment celles listés à l'article 15 du règlement 601/2012, sont transmises pour approbation au Préfet dans les meilleurs délais. Les autres sont portées à la connaissance du Préfet avant le 31 décembre de l'année.
Constats : Le plan de surveillances n'a pas fait l'objet de modification. L'exploitant déclare annuellement ces rejets de gaz à effet de serre conformément aux exigences du SEQE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie - bâtiment 3 Rumiluz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2019, article VII.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le bâtiment 3 est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances ; • de 4 extincteurs répartis à l'intérieur du hangar. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; • de 4 robinets d'incendie armés, répartis dans le hangar et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. <p>Constats : Le site dispose d'un bassin de 480 m3. Il est alimenté par les eaux pluviales de toitures. Une motopompe sous abri est opérationnelle. Le bâtiment dispose effectivement de 4 extincteurs et de 4 RIA. Les extincteurs ont été vérifiés le 25/01/2022 par un organisme externe. Des extincteurs non-conformes ont été remplacés le 28/3/2022. Les RIA ont été vérifiés en interne. Ceux-ci sont alimentés par un forage. Une vanne permet de mettre le réseau des RIA en eau.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de suite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2012, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'ensemble des installations de l'établissement est protégé contre les effets directs et indirects de la foudre, conformément à la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008. L'exploitant réalise des vérifications périodiques de ces équipements protégeant de</p>

la foudre. Les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La vérification complète des installations a été réalisée le 27/6/2022. L'organisme de contrôle n'a émis aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie - site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2012, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.</p> <p>Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p> <p>Des procédures d'intervention en fonction des dangers et comprenant les moyens d'intervention disponibles sur le site sont rédigées et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan des installations avec l'indication des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître, les mesures de protection définies à l'article 9, les moyens de lutte contre l'incendie, les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; • les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; • la procédure d'inertage ; • la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. <p>Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.</p> <p>L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau permanente de 480 m3 ; • une colonne sèche, conforme aux normes et aux réglementations en vigueur, implantée dans la tour de manutention du silo vertical béton ; elle doit permettre d'alimenter en eau tous les étages de la tour ; • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement. <p>Constats : Le site dispose d'extincteurs, de RIA en nombre suffisant répartis sur le site et d'une colonne sèche. Les extincteurs sont vérifiés par un organisme externe. Le RIA et la colonne sèche sont vérifiés en interne. Le site dispose d'un rack de 16 bouteilles d'azote dédié à l'inertage des cellules métalliques de type Boutard. L'utilisation de cet équipement est associé à une procédure.</p> <p>Ce constat n'appelle pas d'autres remarques</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Thermométrie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2012, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des auto-échauffements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.</p> <p>Conformément aux renseignements fournis par l'exploitant, le matériel fixe employé sur le site est le suivant :</p> <p>/Type / Nombre / Report alarme / Cellules métalliques / Sondes thermométriques fixes / 1 sonde à 4 capteurs par cellule / Oui</p> <p>Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant. Il est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les sondes thermométriques fixes sont équipées d'un dispositif de radio-communication sans fil certifié ATEX permettant le déclenchement d'une alarme émise par l'ordinateur présent dans le bureau du responsable de silo en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.</p> <p>Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, une auto-combustion ou une fermentation.</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.</p>
<p>Constats : Les sondes thermométriques sont opérationnelles dans les 12 cellules en service. Chaque sonde est équipée de 8 capteurs de température.</p> <p>Aucune anomalie de mesure n'a été constatée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Vieillesse des structures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillesse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules pour détecter tout début de corrosion ou amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant. En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage, ...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.</p>
<p>Constats : Deux cellules métalliques (n°9 et 11) sur quatorze de type "Boutard" ont été mises hors service en raison de défauts structurels dus à la corrosion (toit pour l'un et paroi pour l'autre). Une remise en état a été réalisée en 2017.</p> <p>Les cellules sont vérifiées une fois vides en fin de campagne.</p>

Ce constat n'appelle pas de suite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/1996, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations électriques devront être conformes à la norme NFC 15 100 pour le matériel basse tension et aux normes NFC 13100 et 13200 pour le matériel haute tension.</p> <p>Des rapports de contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques seront régulièrement établis et tenus à disposition de l'IIC.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Le rapport de vérification des installations électriques "silos" ne contient pas d'observations.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques hors silos révèle 36 écarts dont 12 ont été traités, 2 le seront prochainement. Il en reste 22 à traiter dont 20 sont de nouveaux écarts.</p> <p>L'exploitant s'engage à lever les écarts au plus tard le 30 avril 2022.</p>
<p>Avis de l'inspection de l'environnement : L'inspection de l'environnement propose à monsieur le préfet d'octroyer un délai de 6 mois pour solder l'ensemble des écarts.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois